

# **La force des indécis**

**Jean-Herman Guay**

**professeur de science politique**

**à l'Université de Sherbrooke**

**Pierre-Alain Cotnoir**

La plupart des analyses des tendances de l'opinion publique laissent le lecteur perplexe face aux apparentes contradictions de l'électorat confronté aux enjeux politiques de notre société. Ainsi l'électeur québécois serait-il vraiment ce personnage, caricaturé par Yvon Deschamps, désirant un Québec indépendant dans un Canada uni? Ces résultats en apparence contradictoires ne requièrent-ils pas plutôt, afin d'avoir du sens, l'élaboration d'un modèle rendant mieux compte de la structure de l'opinion publique?

## **La complexité des opinions**

L'enquête menée par la firme SONDAGEM pour le compte du Devoir, du Globe and Mail et du réseau TVA est remplie d'éléments démontrant qu'aucun camp ne peut jurer de la fidélité de ses adhérents. Effectuée quelques jours avant le déclenchement de la campagne, soit les 16 et 20 juillet, auprès de quelque mille personnes, cette enquête visait à connaître non seulement les intentions de vote mais surtout les attentes, aspirations et évaluations de l'électorat.

Le score, après répartition des indécis, accorde 51% des intentions de vote au Parti québécois, 43% au Parti libéral et 5% aux autres formations. Mais lorsqu'on considère de plus près le bloc de ceux qui se sont dits d'allégeance péquiste, on constate qu'une part non négligeable de ces répondants est en porte-à-faux avec l'ensemble du discours de ce parti: c'est ainsi que 29% des votants péquistes sont satisfaits de la performance de Johnson; 22% croient que ni le PLQ ni le PQ ne pourront résoudre les problèmes actuels du Québec; et presque 50% d'entre eux estiment que Jacques Parizeau serait un premier ministre soit

simplement égal à l'ancien, soit pire que Daniel Johnson. On observe aussi des hiatus touchant au coeur même du programme du Parti québécois: 29% des répondants ayant l'intention de voter pour l'équipe Parizeau estiment qu'il serait préférable d'avoir un gouvernement qui «chercherait toujours à s'entendre avec le gouvernement fédéral». Et 40% de répondants du même groupe croient que, si le PQ est élu, cela ne lui donnera pas pour autant le mandat d'enclencher le processus d'accession à la souveraineté. On trouve donc ici une dissidence sur plusieurs éléments clés: le chef, le bilan du gouvernement sortant, la capacité de résoudre les problèmes, l'attitude à prendre envers Ottawa et la nature du mandat obtenu. Il n'y a pas que Richard LeHir qui soit parfois discordant avec la ligne du Parti québécois, bien au contraire. En fait, parmi les électeurs péquistes, seulement 20% d'entre eux adhèrent parfaitement à la ligne du Parti et l'autre 80% diverge sur l'un ou l'autre des éléments précédemment relevés. Et lorsqu'on demande aux électeurs d'évaluer la solidité de leur vote, ils ne cachent pas leur perplexité: 42% des péquistes interrogés affirment qu'ils pourraient changer d'avis.

Il ne faudrait pas croire que la famille libérale soit plus cohérente ou qu'elle présente moins de dissidences. On trouve tout autant, et même davantage sur certains points, de chassés croisés et de paradoxes au plan des évaluations et des appréciations. Un pourcentage encore plus élevé de libéraux (53%) estiment qu'ils pourraient changer de camp. Le terrain sur lequel la campagne se déroule semble donc singulièrement miné. Une mauvaise performance lors du débat télévisé, une plate-forme électorale mal formulée ou mal médiatisée, quelques gaffes ou quelques ambiguïtés dans le discours et il n'en faudrait pas plus pour qu'un parti ou l'autre perde beaucoup de points. De tels faux pas seraient certes amplifiés par les médias. Mais, si des accidents de campagne de ce type peuvent avoir tant de répercussions, c'est d'abord et avant tout parce qu'au départ l'électorat n'accorde à ses favoris qu'un crédit conditionnel, marqué de profonds hiatus.

Ce sondage permet de constater qu'il existe, entre les appuis donnés au Bloc québécois et ceux promis au Parti québécois, une certaine continuité mais pas une identité parfaite. En effet, 78% des répondants ayant voté pour le Bloc aux dernières élections fédérales comptent voter pour l'équipe Parizeau. Il s'en trouve malgré tout 12% qui appuieront les libéraux ou la formation de Mario Dumont, et quelques autres refusent de divulguer leur choix. Johnson, quant à lui, peut compter sur 76% des partisans de Jean Chrétien, alors que 11% de ces derniers ont l'intention d'appuyer le Parti québécois. Les partisans de Jean Charest se retrouvent assis entre deux chaises: 45% des répondants ayant appuyé les conservateurs songent à voter libéral, mais 35% iront dans l'autre camp.

## Les partisans

On peut imaginer la campagne électorale comme un champ de bataille dynamisé par deux armées de fidèles militants, partisans et souscripteurs. Entre ces deux cohortes de citoyens figurant comme porte-étendards s'ouvre une vaste zone neutre au sein de laquelle les électeurs et électrices non-engagés deviennent des clientèles cibles, jetant un oeil tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Les frontières délimitant ces zones sont larges, floues, et surtout très perméables. À partir d'un centre sans couleur s'affirme, d'un côté, le rouge libéral d'abord si pastel qu'il en est difficilement perceptible mais qui devient de plus en plus soutenu. De l'autre côté, le bleu péquiste subit la même progression. Que trouve-t-on au centre?

Les données de l'enquête menée par la firme Sondagem, traitées selon une procédure multifactorielle appelée «analyse des correspondances», permettent de constituer la cartographie complète des différentes zones.

Dans le camp péquiste, on trouve majoritairement des gens qui ne sont pas du tout satisfaits de la performance de Johnson, qui ont appuyé le Bloc à Ottawa et qui estiment que le gouvernement du Québec doit défendre les intérêts du Québec plutôt que de chercher l'entente avec Ottawa. Ils croient en général que Parizeau fera un «meilleur» premier ministre que Daniel Johnson. Lorsqu'on réunit les bleus foncés et les bleus ciel (ceux qui divergent pour un point ou l'autre de ce portrait), ce sont 40% des électeurs et électrices qui appartiennent à cette zone.

Dans le camp libéral, les purs et durs sont «très satisfaits» ou «assez satisfaits» de la performance de Daniel Johnson, et ils considèrent que ce dernier ferait un meilleur premier ministre que son principal adversaire. À Ottawa, ils ont appuyé les libéraux de Jean Chrétien. Et les plus durs d'entre eux souhaitent l'intervention de ténors fédéralistes -tels que Trudeau et Bourassa- sur la scène de la campagne électorale. Quelques-uns pensent même qu'il faudra utiliser les cartes Mulroney et Manning pour marquer des points. Ils croient d'ailleurs que présentement au Québec ça va «très bien» ou «plutôt bien». Notons ici que pratiquement tous les anglophones, de même qu'une très grande partie des allophones ayant participé à l'enquête, appartiennent à ce camp. En combinant les rouges et les roses (c'est-à-dire les dissidents partiels), on obtient quelque 30% des répondants.

## **Les hésitants**

Reste donc un autre 30%. Qui sont-ils? Que veulent-ils? Quelles sont leurs aspirations? C'est sur leur terrain que la bataille des mots et des images va se jouer.

Présentent-ils un portrait socio-économique différent de celui des deux autres groupes? On peut répondre que oui, mais l'image qui se dégage à leur sujet reste floue. Ils sont un peu moins scolarisés, bien qu'on ne note que de faibles différences à ce chapitre. Ils sont moins nombreux (37% d'entre eux) que les libéraux (qui en comptent 50%) ou que les péquistes (qui en totalisent 43%) à profiter d'un revenu familial de 40 000\$ et plus. On retrouve par ailleurs dans cette zone grise une surreprésentation de répondants cherchant un emploi ou étant encore aux études. On y compte finalement un peu plus de femmes, mais les différences restent encore une fois très minimes. Nous n'avons cependant ici qu'un aperçu encore incomplet du tableau que ce groupe représente.

Les différences les plus notables renvoient davantage aux opinions qu'ils émettent: 28% d'entre eux croient qu'aucun des deux partis ne peut résoudre les problèmes du Québec alors que ce n'est le cas que de 20% des péquistes et de 11% des libéraux. Ils sont un peu plus nombreux que les autres à croire que l'élection ne traite pas des vrais problèmes, et à estimer que le but de cette élection n'est pas de se doter d'un bon gouvernement ni de franchir une étape vers la souveraineté, mais plutôt «aucun» des objectifs déclarés. Ils accordent plus d'importance que les partisans engagés aux candidats eux-mêmes, par opposition au chef ou au programme d'un parti. Si 20% des libéraux croient que les relations du Québec avec le fédéral se sont améliorées, seulement 10% des hésitants sont de cet avis. Ils n'épousent pas par ailleurs la position péquiste sur cette question, laquelle estime dans une proportion de 45% que les relations fédérales-provinciales se sont détériorées au cours des dernières années; nos hésitants ne sont de cet avis que dans une proportion de 32%. En fait, sur plusieurs questions, ils sont très partagés. Faut-il chercher à s'entendre avec le fédéral ou d'abord défendre les intérêts du Québec? Au sein des libéraux, 73% optent pour la première ligne de conduite, alors que 64% des péquistes choisissent la seconde. Les hésitants se partagent presque équitablement, accordant 47% d'appui à la première option et 42% à la deuxième.

## **Comment se rallier les hésitants**

Qu'est-ce qui les fera pencher pour un camp ou pour l'autre? Les débats télévisés opposant les chefs de partis? Ce n'est pas ce que laissent croire les réponses données. Selon les électeurs d'allégeance libérale, ces débats les aideront «beaucoup» ou «assez» à faire leur choix, (et ce dans une proportion de 41%), alors qu'ils n'aideront que très peu de péquistes (25%) et qu'un nombre intermédiaire d'hésitants (34%). Quel impact aurait sur eux l'arrivée des Trudeau, Manning et Mulroney dans le débat électoral? D'après nos données, les répondants de ce groupe de non-alignés apparaissent comme étant les plus réfractaires aux éventuelles interventions de ces politiciens. Il n'y en a qu'un qui fasse exception à leurs yeux, et il s'agit de Jean Charest.

Les discours partisans, souvent triomphalistes et arrogants, ne semblent en somme pas les séduire. Pour marquer des points auprès de cette clientèle intermédiaire, les politiciens devront peut-être chercher à se démarquer de par leur attitude en présentant: une bonne assurance qui ne tombe pas dans la prétention, et un sens de la décision dénué d'autoritarisme. Le slogan du Parti québécois associant cette formation à une autre façon de gouverner cherche justement à faire vibrer cette corde. Le discours des chefs devrait aussi être construit sur la recherche d'un équilibre: faire preuve d'une certaine modération quant à leurs capacités de résoudre tous les problèmes, sans par ailleurs tomber dans un aveu d'impuissance; concernant les péquistes: une défense des intérêts du Québec ne laissant pas croire que les relations fédérales-provinciales ressembleront à une guerre de tranchée; et concernant les libéraux: l'établissement d'une bonne entente avec le fédéral qui ne sera pas pour autant associée à une abdication des aspirations du Québec.

On aurait tort de voir dans ce comportement électoral un phénomène mystérieux ou exceptionnel. Le fait de retrouver une forte cohésion au sein d'un ensemble idéologique semble appartenir à une autre époque. Nous sommes en présence d'un électorat composé de deux grands groupes ordonnés (70%) constituant la base électorale des deux principales formations politiques. Entre ces deux groupes alterne une catégorie d'électeurs (30%) au comportement apparemment chaotique: les hésitants<sup>1</sup>. Peu préoccupés de politique, ils sont les vrais responsables des mouvements de pendule que l'on observe presque à tous les deux mandats. Ils détiennent la clé du succès ou de l'échec de l'éventuel rendez-vous référendaire.

Les forces dirigées par Jacques Parizeau l'emporteront fort probablement au moment du choix du 12 septembre. N'importe quel autre parti se réjouirait de cette victoire, en oubliant les hiatus, en se disant que l'important c'est d'avoir gagné, en estimant n'avoir à faire

face au spectre de la complexité de ses appuis que dans quatre ou cinq ans. Le Parti québécois ne se trouvera pas dans cette situation. Ayant soutenu que le référendum aurait lieu de 8 à 10 mois après l'élection, le Parti québécois sera rapidement confronté à cette fluidité des opinions, à cette volatilité du vote, et ce, sur un enjeu crucial tant pour l'avenir du Québec que pour celui de sa propre formation politique.

Il devra, pour remporter la dernière manche de cette partie qu'il entend jouer, rallier une part substantielle du groupe des hésitants. Seul un climat de solidarité, semblable à celui qui a prévalu dans les semaines qui ont suivi juin 1990, pourrait créer les conditions requises à une adhésion massive des hésitants. Or, pour y arriver, le Parti québécois doit d'abord redonner confiance à ces électeurs dans les capacités de la classe politique à nous gouverner; puis montrer que le désir d'un **vrai changement** anime tous les horizons de notre société. Dans ce sens, cette élection prépare déjà le terrain du référendum. Annonçant une "autre façon de gouverner", misant sur une équipe de vedettes provenant de tous les secteurs de la société, le Parti québécois réussira-t-il au cours de cette élection son pari de susciter un courant de confiance permettant de jeter les bases à ce vaste mouvement de solidarité qui seul pourrait donner son envol au OUI lors du référendum?

---